

## NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2026

*Sommaire :*

*I. Le cadre général du budget*

*II. La section de fonctionnement*

*III. La section d'investissement*

*IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation*

*Annexe : extrait du CGCT*

### **Introduction**

La population de la commune de Joeuf est de 6431 habitants.

Le conseil municipal est composé de 29 élus, dont 8 adjoints au maire et 3 conseillers délégués.

Maire :	M. André CORZANI
1er adjoint :	M. Lionel GERARD
2ème adjointe :	Mme Pascale FRANGIAMORE
3ème adjoint :	M. Stéphane MILIADO
4ème adjointe :	Mme Françoise BERG
5ème adjoint :	M. Emmanuel BERGE
6ème adjointe :	Mme Sylvie LUCCHESI-PALLI
7ème adjoint :	M. Gérard KEFF
8ème adjointe :	Mme Nadine OREILLARD

Conseillers délégués :

M. Gérard LINTZ – Mme Désirée PATTERNI-PETROVIC – Mme Lydie BAGGIO

### **I. Le cadre général du budget**

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile. Le compte administratif est un document « bilan » qui retrace à la fin de l'exercice l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées sur l'exercice.

A Joeuf, en plus du budget principal, nous disposons de plusieurs budgets annexes : celui de la maison médicale, du pôle santé (regroupant les comptes de la Maison Corradini et de l'Espace Marie Curie) et du cinéma Casino. Chacun de ces budgets est assorti d'un compte administratif.

Le budget primitif 2026 sera voté le 21 avril 2026 par le conseil municipal. Il pourra être consulté sur simple demande au secrétariat général ou au service des finances de la mairie aux heures d'ouverture des bureaux. Ce budget a été réalisé sur les bases du rapport d'orientations budgétaires présenté le 3 mars 2026. Les dépenses et recettes réalisées tiennent compte des éléments suivants, évoqués lors du débat sur les orientations budgétaires :

- maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- ne pas augmenter la pression fiscale ;
- mobiliser des subventions auprès de tous les financeurs potentiels chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la ville ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

## **II. La section de fonctionnement**

### a) Généralités

La section de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

Elle regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population, aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement prévues pour 2026 représentent 7 994 226.23 €.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées des salaires du personnel municipal, de l'entretien et de la consommation des bâtiments communaux, des achats de matières premières et de fournitures, des prestations de services effectuées, des subventions versées aux associations et des intérêts des emprunts à payer.

Les salaires représentent 51.41 % (3 702 545 €) des dépenses réelles de fonctionnement de la ville (moyenne de la strate : 56.4 %).

Cependant, même si le ratio est bon, ces charges enregistrent une forte hausse (10 %) par rapport à 2025. Cela s'explique par le recrutement de deux médecins généralistes, de deux agents de voirie-espaces verts et d'un policier municipal, en plus de la hausse de la charge

patronale de la caisse de retraites des fonctionnaires de 3 points et les effets du « glissement vieillesse technicité », c'est-à-dire l'évolution normale de la carrière des fonctionnaires.

Les dépenses de fonctionnement 2026 représentent 7 994 226.23 €.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la Ville à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau. L'autofinancement prévisionnel en 2026 est de 565 829 €.

Les recettes de fonctionnement des villes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution. Une légère hausse a néanmoins été enregistrée ces toutes dernières années, ne compensant pas toutefois les pertes antérieures.

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

- Les impôts locaux (3 472 831 € en 2026)
- Les dotations versées par l'Etat (2 232 349 €)
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population (481 019 € dont 312 000 € de recettes liées au centre de santé)

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

<b>Dépenses</b>	<b>Montant</b>	<b>Recettes</b>	<b>Montant</b>
Dépenses courantes	1 961 234.23 €	Excédent brut reporté	348 250.23 €
Dépenses de personnel	3 702 545 €	Recettes des services	481 019 €
Autres dépenses de gestion courante	1 403 622 €	Impôts et taxes	4 649 945 €
Dépenses financières	112 000 €	Dotations et participations	2 387 137 €
Dépenses exceptionnelles	0 €	Autres recettes de gestion courante	82 046 €
Autres dépenses	21 850 €	Recettes exceptionnelles	0 €
Total dépenses réelles	7 201 251.23 €	Autres recettes	470 €
Charges (écritures d'ordre entre sections)	792 975 €	Produits (écritures d'ordre entre sections)	45 359 €
<b>Total général</b>	<b>7 994 226.23 €</b>	<b>Total général</b>	<b>7 994 226,23€</b>

### c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2026 :  
(19<sup>ème</sup> année sans augmentation)

- concernant les ménages

. Taxe d'habitation : 17.61 % (pour les résidences secondaires et les logements vacants)

. Taxe foncière sur le bâti : 22.93 % (+ 17.24 % du département, soit 40.17 %)

. Taxe foncière sur le non bâti : 78.79 %.

Le produit de la fiscalité locale s'élève à 3 291 946 €.

Le vote des taux de la fiscalité professionnelle revient à la communauté de communes.

### d) Les dotations de l'Etat.

La dotation forfaitaire des communes est de 1 359 494 € et la dotation de solidarité rurale de 757 477 €. Quant à la dotation nationale de péréquation, elle s'élève à 115 378 €.

## **III. La section d'investissement**

### a) Généralités

La section d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

La section d'investissement de la ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux, soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement), l'amortissement des biens renouvelables, le remboursement (partiel) de TVA de certaines dépenses d'investissement de l'année n-2 et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple la mise aux normes accessibilité de certains équipements, le remplacement des huisseries dans les écoles...)

b) Vue d'ensemble de la section d'investissement (y compris les restes-à-réaliser)

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
Logiciels - études	25 191 €	Subventions + autres versements	1 591 167 €
Travaux et achats	2 345 097 €	Emprunt	500 000 €
Remboursement du capital des emprunts	476 510 €	FCTVA + taxe d'aménagement	138 903 €
Autres dépenses	106 694 €	Autofinancement	565 829 €
Opérations d'ordre entre sections	45 359 €	Opérations d'ordre entre sections	227 146 €
Déficit n-1	361 738.78 €	Excédent n-1	337 544.78 €
Total	3 360 589.78 €	Total	3 360 589.78 €

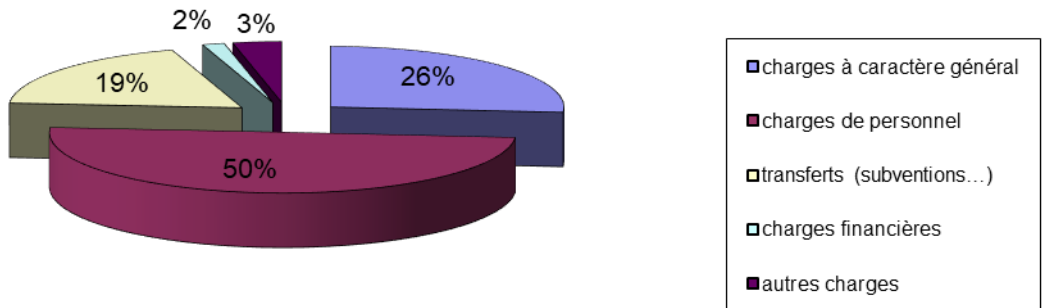
c) Les principales opérations inscrites au budget primitif de l'année 2026 sont les suivantes :

- travaux et mobilier dans les écoles
- travaux de la rue de Franchepré 3<sup>e</sup> tranche
- construction d'un Centre Technique Municipal
- démolition de l'ancien collège
- réfection de la toiture de l'espace Wale 2<sup>e</sup> tranche
- réfection des menuiseries à la salle des sports
- parafoudres écoles Génibois et Ravenne
- divers matériel pour les écoles
- divers matériel pour les services.

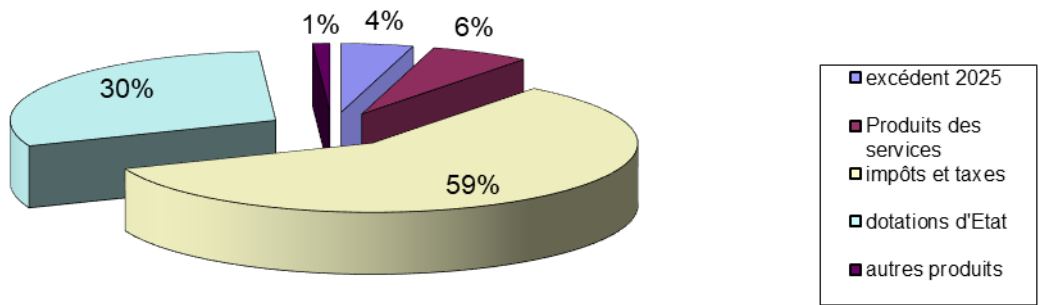
**IV. Les données synthétiques du budget primitif**

a) Présentations graphiques de la section de fonctionnement

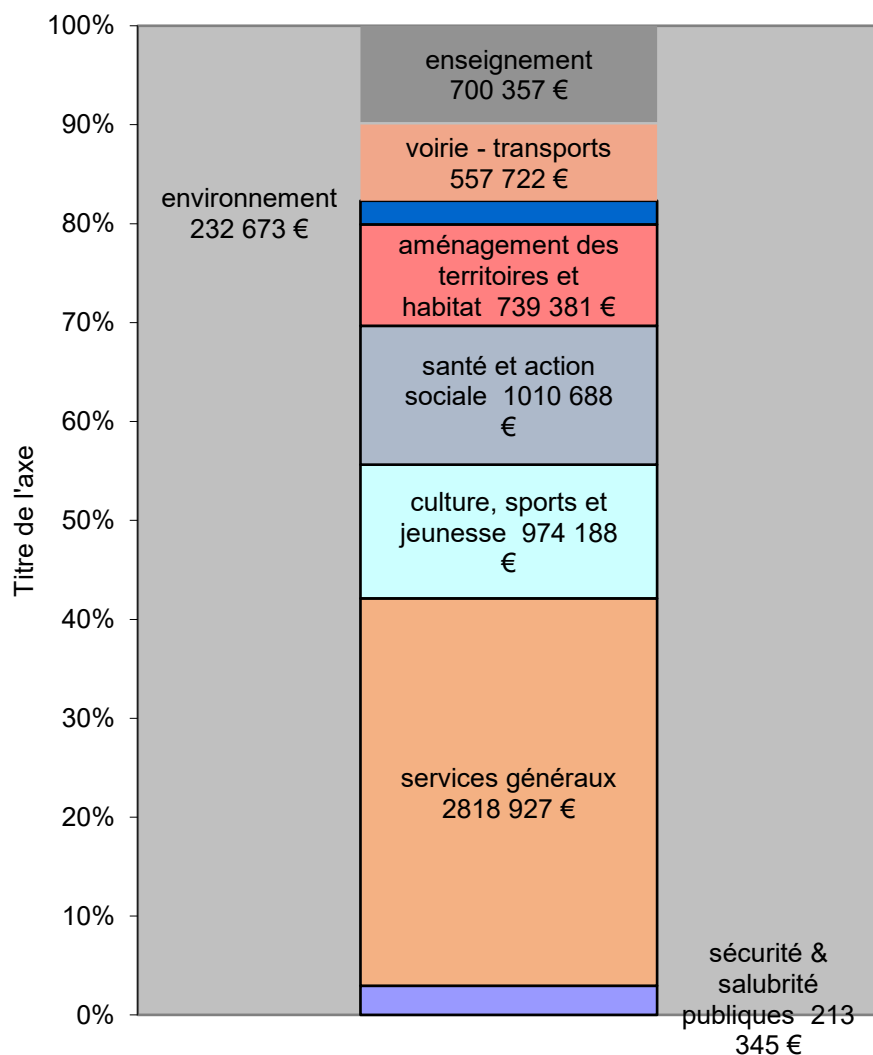
### dépenses de fonctionnement - par nature de charges



### recettes de fonctionnement - par nature de produits



## répartition des dépenses par domaines d'intervention



### b) Principaux ratios

Dépenses réelles de fonctionnement / population : 1112.76 € (moyenne strate 1055 €)

Recettes réelles de fonctionnement / population : 1181.87 € (moyenne strate 1270 €)

Dépenses d'équipement brut / population : 384 € (moyenne strate 363 €)

Encours de la dette / population : 689.41 € (moyenne strate 782 €)

DGF / population : 348.47 € (moyenne strate 157 €)

Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement : 51.41 % (moyenne strate 56.40 %)

Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement : 96.54 % (moyenne strate 89.7 %)

Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement : 55.78 % (moyenne strate 61.60 %)

c) Consolidation des budgets (budgets principal et annexes)

	Dépenses	Recettes
Ville Investissement	3 360 589.78 €	3 360 589.78 €
Ville Fonctionnement	7 994 226.23 €	7 994 226.23 €
Maison médicale inv.	108 854.46 €	108 854.46 €
Maison médicale fonct.	160 087.73 €	160 087.73 €
Pôle santé inv.	123 114.77 €	123 114.77 €
Pôle santé fonct.	140 549.74 €	140 549.74 €
Cinéma inv.	43 460.53 €	43 460.53 €
Cinéma fonct.	202 319.00 €	202 319.00 €
Totaux	12 133 202.24 €	12 133 202.24 €

d) Etat de la dette au 01.01.2026

Encours (capital restant dû sur tous les budgets) : 4 839 447.59 € dont 86.30 % est en taux fixe

Annuité versée au cours de l'exercice : 700 884.23 € (capital : 579 955.03 € ; intérêts : 120 929.20 €)

Le ratio de désendettement est de 8.55 années (nombre d'années d'épargne brute/stock de dettes), alors que le seuil critique est de 15 ans.

e) Niveaux d'épargne (CFU 2025)

Epargne de gestion (différence entre recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement) : +27.36 %

Epargne brute (différence entre épargne de gestion et intérêts des emprunts) : -6.01 %

Epargne nette (épargne brute – capital des emprunts) : -17.85 %

f) Effectifs et charges de personnel

L'effectif total au 31/12/2025 est de 73 agents fonctionnaires et en CDI. L'âge moyen des agents est de 49.03 ans. La répartition par genre est de 42 % pour les hommes et de 58 % pour les femmes. La masse salariale est de 3 353 484 € pour 2025. Le taux d'absentéisme pour 2024 est de 8.14 % (ratio national : 9.5 %) source SOFAXIS 2020.

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à JOEUF le 10 avril 2026

Le Maire,  
André Corzani



## **Annexe**

### **Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1**

*Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.*

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :*

- 1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;*
- 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;*
- 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;*
- 4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :*
  - a) détient une part du capital ;*
  - b) a garanti un emprunt ;*
  - c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*

*La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;*

- 5° Supprimé ;*
- 6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;*
- 7° De la liste des délégataires de service public ;*
- 8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;*
- 9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1 ;*
- 10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.*

*Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.*

*Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.*

*Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un*

*état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée. Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.*

*Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.*

*Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.*

*La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.*

*Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.*